

Ce numéro d'*Ethica Clinica* aborde deux problématiques : l'enseignement de l'éthique d'une part et le statut d'expert d'autre part. Concernant le premier thème, notre question est la suivante : que vise-t-on quand on enseigne l'éthique à des étudiants ou à des professionnels ? S'agit-il de transmettre des savoirs (les chartes internationales, les différentes approches philosophiques, les lois du pays, soit tout ce qui se retrouve dans l'abondante littérature sur le sujet) ? Cherche-t-on à initier à des savoir-faire, c'est-à-dire à une démarche, à des grilles d'analyse ou de résolution de problèmes ? Ou bien, plus fondamentalement encore, vise-t-on un savoir-être, une posture intègre, une « sensibilité » à l'autre, le souci d'être juste ? *Connaître* l'éthique, *faire* de l'éthique ou *être* éthique : comme on peut s'y attendre, il semble bien que ce soit la troisième option qui soit privilégiée. Car sans ce réel souci pour être éthique, les savoirs ne sont plus que des théories stériles et les savoir-faire des coquilles vides, des techniques pour se donner bonne conscience ou pour sauver les apparences.

On est toutefois en droit de s'interroger. Peut-on sérieusement croire que de tels enseignements ont le pouvoir de faire naître en chacun un réel intérêt pour l'éthique, qui se traduira concrètement dans la relation de soin ? Ne doit-on pas plutôt constater que ces cours ou formations n'intéressent que ceux qui sont déjà convaincus ? A moins qu'il s'agisse d'ambitieux qui cherchent, à travers un diplôme complémentaire, une forme de reconnaissance ou de légitimité pour donner du crédit à leur point de vue personnel. Pour tous les autres, on reste dubitatif : l'étudiant qui n'a d'autre projet que de réussir son année n'y verra qu'un examen de plus à passer. Il adoptera alors la posture « éthique » qui correspond aux attentes de son professeur mais se montrera docile lors de ses stages, quitte à collaborer à des actes interpellant. Quant aux soignants qui se contentent de faire leurs heures sans réelle motivation ou aux médecins qui, par exemple, croient tout savoir mieux que tout le monde ou qui ne voient que le côté lucratif de leur art, aucune sensibilisation à l'éthique ne semble pouvoir les concerner. Bref, existe-t-il des études sérieuses qui mesurent l'impact réel des formations, des séminaires, des conférences ou des cours d'éthique sur ceux qui les suivent ? Quels changements concrets observe-t-on dans l'organisation des soins, en institution ou à domicile, qui donnent à penser que ce type d'enseignement porte ses fruits, aussi bien auprès du gestionnaire que du soignant ? Pour le demander autrement, les savoir-être peuvent-ils s'enseigner ? Rien n'est moins sûr. Il semble plus plausible d'avancer que ce sont les circonstances de la vie (rencontres, blessures ou bonheurs personnels, parcours professionnel, etc.) – aléatoires par définition – qui tiennent une place déterminante. Les enseignements, quelle qu'en soit la forme, n'ont pas le pouvoir de se substituer à ces chemins de vie.

Le confirme sans doute l'évolution des contenus de cours et des pédagogies utilisées. Comme l'illustrent les articles publiés dans ce numéro d'*Ethica Clinica*, on est en train de passer d'un enseignement de matières théoriques (l'histoire de la philosophie, les grands courants moraux, la législation ou la déontologie) à des approches plus pratiques, plus pragmatiques. Les nouvelles théories pédagogiques sont passées par là, qui condamnent dans toutes les disciplines les cours *ex cathedra* et promeuvent, à l'inverse, des démarches plus participatives, où les étudiants s'impliquent. On complète ou on remplace donc la transmission des savoirs par l'acquisition de savoir-faire : grille d'analyse, méthodes d'aide à la prise de décision, mise en situation, etc. On peut y voir un progrès – d'autres y verront une mode –, mais on doit bien constater que cette évolution montre les limites de

toute pédagogie : son domaine de compétence reste celui des savoirs et savoir-faire qu'elle peut modifier à sa guise ; quant au savoir-être, à l'investissement, à l'implication, à l'intérêt, ils sont hors de sa portée. Plus exactement, ils sont ce avec quoi l'étudiant vient (ou non) et que l'enseignement mobilise, déploie, nourrit, révèle parfois, mais qu'il n'a pas le pouvoir de faire naître *ex nihilo*. Notons au passage que de mauvais formateurs peuvent à l'inverse éteindre cet élan. Cela dit, il est sans doute heureux que l'enseignement de l'éthique vienne buter sur cette limite qui lui est inhérente : en acceptant de ne pas tout contrôler, elle s'empêche de devenir relation de pouvoir, et rend une place essentielle à l'apprenant. Mais cette limite nous reconduit aussi à notre question de départ : comment dès lors évaluer un tel enseignement ? Quels objectifs lui donner ? Qu'en attendre finalement ?

Concernant la question des experts, elle découle directement de ce qui précède. Comment devient-on un expert en éthique ? Est-ce en suivant un enseignement spécifique ? Avant de répondre à cette question, il convient sans doute de se demander en quoi consiste ce statut particulier. Certains auteurs, qui ont pris la plume dans ce numéro, se montrent très critiques. L'éthique est, selon eux, l'affaire de tous, l'expertise est toujours collective. Désigner des experts, c'est se faire confisquer la parole et la réflexion, et retomber dans une relation de dépendance. Le seul expert toléré, s'il faut en tolérer un, serait l'animateur de groupe, celui qui aide à prendre une décision éthique en se gardant bien de donner son point de vue. Cette position mérite d'être discutée. Car il nous semble évident que d'une part le commun des mortels tout comme les chercheurs ou les enseignants en éthique ont besoin de consulter ou de lire des « experts » de la discipline en question, et que d'autre part, ils en tirent un bénéfice indéniable : les experts, en défendant leur point de vue, aident à réfléchir et parfois même à vivre. L'aliénation dénoncée (à juste titre) n'est en réalité qu'un risque, dont il faut évidemment se protéger. La question qui doit nous retenir est ailleurs. Quels sont les critères qui nous conduisent à reconnaître certains comme experts en éthique : un diplôme, la rumeur, des qualités d'orateur, être passé à la télévision, le statut (universitaire ou autre), le fait d'être publié, une qualité d'âme... ? Et s'il nous fallait en choisir un seul, le plus important, lequel serait-ce ?

Jean-Michel Longneaux